

Les liens sous-estimés entre économie et monde sportif

FENV. Le cluster en création va aujourd'hui au-delà de Lausanne grâce à Y-Parc et HEIG-VD en particulier.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'importance et le potentiel du sport pour l'économie restent largement sous-estimés. Des études portant sur le volume d'affaires ainsi que les emplois qu'il génère directement et indirectement ont pourtant mis en évidence qu'il représente 1,7% du PIB de la Suisse et même 2,5% des emplois. Des dimensions comparables au secteur alimentaire ou encore l'industrie métallurgique. Ce domaine jouit d'une transversalité rare, allant des services, des infrastructures, du tourisme, de la médecine (accidents!) jusqu'aux médias (droits TV, publicité), comme l'a mis en évidence une étude du bureau Rütter + Partner actualisée pour la dernière fois fin 2011, que l'ancien journaliste sportif à la TSR Jacques Deschenaux a citée hier à Yverdon-les-Bains en ouverture au septième Forum économique du Nord Vaudois (FENV) consacré aux liens entre le sport et l'économie.

Du point de vue administratif du moins, la Suisse jouit toujours d'un statut exceptionnel au niveau mondial. Aucun autre pays ne peut se vanter d'une telle concentration d'associations sportives internationales. Le potentiel pour matérialiser ces avantages reste néanmoins en partie inexploité. Pourtant, la capitale vaudoise Lausanne accueille plus de cinquante sièges d'associations internationales, le Comité international olympique en tête. Cela crée d'importantes synergies et collaborations entre les associations, comme l'a souligné le membre de la commission exécutive du CIO Denis Oswald dans le cadre du FENV. Mais cette présence offre aussi et surtout des entrées très intéressantes à des entreprises de la région développant des innovations touchant d'abord le monde sportif et pouvant aussi être élargies à d'autres champs d'application. L'une des sociétés au rayonnement international le plus important est la spin-off de l'EPFL Dartfish, qui a non seulement révolutionné l'expérience du téléspectateur d'émissions sportives, mais dont les solutions

vidéo sont aujourd'hui utilisées dans le monde entier par des sportifs en tant qu'outils d'analyse améliorant les méthodes d'entraînement. Le nombre de médailles olympiques ayant eu recours à Dartfish représente l'une des plus belles preuves du succès détaillé par son fondateur Jean-Marie Ayer.

Si l'EPFL et des entreprises qui en sont issues se sont déjà illustrées à plusieurs reprises dans le domaine sportif – tout particulièrement dans le cadre de l'aventure Alinghi –, une entreprise créée au mois de juin 2011, collaborant étroitement avec la HEIG-VD, s'appête à démontrer que la création d'un cluster sportif sur l'ensemble du territoire du canton de Vaud est un objectif réalisable. Le capteur de pulsations cardiaques fixé au genou développé par Tabrasco a lui aussi été présent aux JO de Londres, dans le cadre des épreuves de tir à l'arc. Ce qui est tout à fait remarquable pour une petite société installée à Y-Parc qui a démarré avec un capital de 250.000 francs, réuni en quelques semaines grâce à la FIT (fondation pour l'innovation technolo-

gique), le fonds Capitalproximité et l'Etat de Vaud. Tabrasco se trouve actuellement en pleine préparation pour la prochaine phase de développement critique, la commercialisation de ce dispositif, prévue au début de l'année prochaine. Mais les idées et solutions issues de la HEIG-VD, dont la variété et l'étendue ont même surpris le professeur Cédric Bornaud, associé à ce partenariat de R&D, ont permis de réaliser encore d'autres applications déjà en service. «Les logiciels de gestion des incidents seront utilisés pour les six prochains jeux d'été», se réjouit le président exécutif de Tabrasco Xavier Veuthey. Des solutions qui peuvent être parfaitement adaptées aux besoins, grâce au lien de proximité avec les associations internationales. Tabrasco s'est ainsi aussi chargé de l'infrastructure permettant d'homologuer les costumes utilisés dans les épreuves de natation.

Mais la septième édition du FENV a également mis en évidence que les principes de base pour mener des équipes sont toujours les mêmes, que ce soit dans

le domaine du sport ou dans celui de l'économie. L'organisateur des épreuves de coupe du monde de ski à Crans-Montana Marius Robyr a insisté sur le goût de l'initiative et le sens du risque que doit déployer le chef, le meneur d'hommes, qui doit toujours se comporter de manière exemplaire et assumer ses responsabilités. Et le directeur du service des sports de l'UNIL et de l'EPFL Georges-André Carrel s'inspire du monde des entreprises pour sa méthode de coaching moderne, construisant une équipe autour de complémentarités, l'addition de différences. Selon lui, «le plus difficile dans une équipe, c'est accepter la différence de l'autre, qui pourrait même toucher mon domaine». ■

AUCUN AUTRE PAYS
QUE LA SUISSE
NE BÉNÉFICIE D'UNE
TELLE CONCENTRATION
D'ASSOCIATIONS
SPORTIVES
INTERNATIONALES.

La fraude dans le monde du sport

Une dizaine d'experts reconnus ont répondu à l'invitation de l'Institut de lutte contre la criminalité économique de la Haute école de gestion Arc et de Transparency International, en partenariat avec L'Agefi, pour débattre hier de la corruption et des agissements criminels en lien avec le monde sportif. Quelques semaines après les Jeux olympiques d'été et l'Eurofoot, cette thématique a suscité de nombreuses réactions. Raffaele Poli (responsable de l'Observatoire du football au Centre International d'étude du sport de Neuchâtel), Alexandre Zen-Ruffinen (avocat) et Pierre Cornu (conseiller juridique au CIES et ancien Procureur général du canton de Neuchâtel) ont évoqué les risques financiers liés aux transferts de joueurs, les compétences des instances sportives et étatiques contre les fraudes ainsi que la manipulation des résultats sportifs.

Leurs exposés répondaient aux préoccupations énoncées en ouverture de colloque par l'essayiste français et expert du domaine Noël Pons qui a développé son propos sur l'acquisition et la gestion criminelle des clubs sportifs.

«Cela fait longtemps que l'ILCE désirait aborder la thématique de la fraude dans le monde du sport et je suis particulièrement fier d'avoir pu compter au-

jourd'hui sur des intervenants de qualité exceptionnelle pour mener les débats», se réjouit Isabelle Augsburger-Bucheli, doyenne de l'Institut de lutte contre la criminalité économique.

La secrétaire générale de la Commission d'éthique du Comité international olympique Pâquerette Girard-Zappelli a, quant à elle, développé les perspectives du CIO en regard de la lutte contre la fraude et la corruption.

Jean-Pierre Méan, président de Transparency International Suisse s'est exprimé au sujet de l'application du droit anti-corruption aux organisations sportives internationales en Suisse.

Enfin, Antonio Rigozzi, professeur et avocat, s'est concentré sur la thématique récurrente du dopage dans le sport.

Décortiqués scientifiquement par ces experts du domaine, les contours des différents aspects de la fraude dans le sport ont ainsi pu être dessinés et plusieurs pistes d'amélioration identifiées.

«Le respect des principes éthiques est essentiel pour la survie du mouvement sportif et ce, à tous les niveaux», a déclaré Pâquerette Girard-Zappelli, secrétaire générale de la Commission d'éthique du CIO à Lausanne, lors de son intervention. ■

Impact de la zone euro sur la morale de paiement

La morale de paiement des entreprises suisses s'est légèrement dégradée au premier semestre 2012. Pas moins de 44% des factures ont été payées en retard, soit une hausse de 2 points par rapport à 2011.

Le retard moyen atteint 10,4 jours au premier semestre contre 10,3 l'an dernier, a indiqué jeudi dans un communiqué le cabinet Dun & Bradstreet (D&B). Les entrepreneurs latins restent les plus mauvais payeurs, alors qu'en Suisse alémanique payer dans les délais constitue la norme.

Le Tessin obtient une nouvelle fois la palme des plus longs retards de paiement avec une moyenne de 14,4 jours et seulement 35% de factures payées dans les temps. Suivent Genève et Valais avec 11,6 jours. Viennent ensuite Vaud

(11,5 jours), Neuchâtel (11,3) et le Jura (11,1).

A l'exception de Fribourg (10,1 jours), les cantons romands affichent un retard supérieur à la moyenne nationale. Les bons payeurs se trouvent principalement dans les petits cantons ruraux.

Appenzell Rhodes-Intérieures continue de jouer les premiers de classe avec un retard moyen de 7,1 jours. Les entreprises d'Uri peuvent de leur côté se targuer de régler 80% de leurs factures dans les délais.

Dun & Bradstreet prévoit pour l'ensemble de l'année une légère détérioration de la morale de paiement en raison de la situation économique et principalement des difficultés rencontrées par la zone euro.

EMPLOI: nouveau sommet des offres en ligne

Le marché suisse des offres d'emploi publiées sur les sites internet n'a jamais été aussi élevé depuis 12 ans. Le Monster Indice Suisse (MIS, anciennement indice jobpilot) a progressé de 8 points à 227 points en juillet par rapport à avril. Le marché des offres sur les bourses d'emploi croît plus fortement que les sites internet d'entreprises, a indiqué le spécialiste du recrutement en ligne. L'indice partiel MIS pour les bourses d'emploi en ligne a augmenté en juillet de 10 points pour s'établir à 217 points. Les offres d'emploi proposées sur les sites de recrutement des entreprises (contrôle par sondage représentatif d'environ 1000 entreprises et organisations suisses) sont en hausse de 3 points à 246. – (ats)

SALAIRES: SEC Suisse demande 1 à 2,5% de hausse

Les employés de commerce devraient recevoir l'an prochain une augmentation de salaire de 1 à 2,5%, selon SEC Suisse. Ces chiffres sont justifiés par le renchérissement continu des loyers et des primes maladie, deux facteurs qui pèsent sur le budget des salariés. Même si de nombreux secteurs de l'économie s'en sortent bien grâce à une conjoncture intérieure robuste et à une industrie d'exportation résistante, il est nécessaire de renforcer le pouvoir d'achat et la propension à consommer des salariés, a indiqué hier la Société suisse des employés de commerce. Cela permettra de maintenir le bon niveau de la demande nationale. – (ats)

EMPLOI: création de ProEntreprises à Neuchâtel

Le Service de l'emploi neuchâtelois a lancé jeudi ProEntreprises. Cette nouvelle structure vise à professionnaliser les contacts avec les entreprises de la place, tout en permettant un taux de retour à l'emploi plus élevé pour les personnes inscrites auprès des ORP. «Qu'une entreprise se trouve en période de recrutement, de plein emploi ou de perfectionnement interne, ProEntreprises pourra soutenir et fournir un service de qualité et des prestations sur mesure aux employeurs», a indiqué le Département neuchâtelois de l'économie. – (ats)

VALORA: accord avec le syndicat Syna sur la CCT

Le groupe alémanique Valora, actif dans le commerce de détail et la distribution, et le syndicat Syna se sont mis d'accord sur une révision de la convention collective de travail. Le nouveau contrat, qui entre en vigueur en 2013, apportera notamment des améliorations pour le personnel non qualifié. Les personnes sans formation, exerçant depuis au moins cinq ans dans l'entreprise, recevront un salaire minimal de 3700 francs, ont indiqué hier Valora et Syna. Dans les cinq premières années de travail, le salaire du personnel non qualifié restera fixé à 3600 francs. Le personnel payé à l'heure sera aussi mieux loti. – (ats)

MAGASINS: Berne prêt à harmoniser les horaires

Les heures d'ouverture des magasins pourraient être harmonisées au niveau national, du moins partiellement. Le Conseil fédéral est désormais d'accord de légiférer dans ce sens. En mai, il marchait encore sur des oeufs et préférerait s'en remettre aux cantons. Dans une motion, Filippo Lombardi (PDC/TI), soutenu par 20 conseillers aux Etats, réclame une harmonisation partielle des heures d'ouverture des commerces de détail: du lundi au vendredi de 6h00 à 20h00 et le samedi de 6h00 à 19h00. Les cantons resteraient libres d'aller plus loin.

ECONOMIESUISSE: Rudolf Wehrli élu président

Le Comité d'économiesuisse a élu hier à l'unanimité Rudolf Wehrli à la présidence de l'organisation faïtière des entreprises. Issu du sérail, le successeur de Gerold Bühler prendra comme prévu ses fonctions le 1^{er} octobre prochain. Président du conseil d'administration du groupe chimique bâlois Clariant, Rudolf Wehrli siège au comité et au comité directeur d'économiesuisse, a rappelé hier l'organisation. L'élection s'est tenue à Berne. Peu connu du public, Rudolf Wehrli, 63 ans, préside la commission Economie extérieure d'économiesuisse. Ancien président de scienceindustries (chimie et pharmacie), il occupe en outre la fonction d'administrateur de la Banque cantonale bernoise.

Les lacunes de la Suisse urbaine

L'étude de BAK Basel souligne la compétitivité de la Suisse. Mais des efforts doivent être faits dans les transports, l'habitat et la gestion des ressources.

La Suisse urbaine est compétitive au plan international, selon une nouvelle étude de l'institut BAK Basel. Mais elle doit combler ses lacunes en matière de transport, d'habitat et de gestion des ressources, signale l'Union des villes suisses (UVS). Les régions urbaines

génèrent 84% du produit intérieur brut en Suisse et quatre actifs sur cinq y vivent, démontre l'enquête de BAK Basel rendue publique hier à Berne à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'UVS. Au plan global, Zurich et Genève se classent parmi les cités offrant la meilleure qualité de vie.

Des goulets d'étranglement sont néanmoins patents en matière de transport et d'habitat. La régulation fiscale est sous pression internationale tandis que la formation et la recherche mériteraient des réformes, selon les experts bâlois. Pour le lobby urbain, les conclusions du BAK confirment

ses revendications. En dix ans, le trafic a augmenté de 20% en zone urbaine. Côté rail, le transport de voyageurs devrait bondir de 60% d'ici 2030, avance Marcel Guignard, président de l'UVS et maire d'Aarau.

L'organisation exige de doter la première étape des travaux du projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) de 6 milliards de francs, au lieu des 3,5 milliards prévus. Quant aux projets d'agglomération, ils doivent bénéficier d'un cofinancement suffisant. L'UVS attend de la Confédération qu'elle ancre en-

fin la politique d'agglomération dans la loi et encourage la construction de logements à prix abordables. L'association soutient aussi le Projet de territoire Suisse, qui donne des lignes directrices pour la densification et une approche durable du paysage. Les communes urbaines estiment enfin être des acteurs clés du tournant énergétique. «Il faut une marge de manoeuvre pour des projets phares dans le domaine du bâtiment ou des énergies renouvelables», estime Marcel Guignard. Il propose de créer une caution pour les risques liés au cleantech. – (ats)